

Les chantiers de la Présidentielle [5] : Mayotte et les Outre-mer

Date : 17 mars 2017



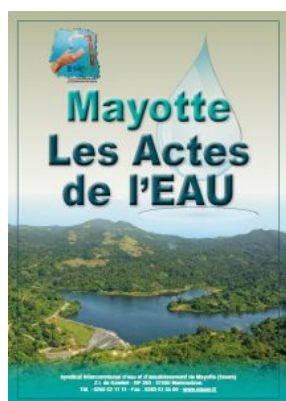
Michel Lhomme, philosophe, politologue □

Mayotte : une ministre a pris l'avion et on attend la prochaine par le vol suivant. Tout le monde vient au chevet de Mayotte mais qu'y viennent-ils chercher, bon sang, [s'il n'y a plus d'eau ?!](#)

C'est avec une heure et demie de retard que la ministre des Outre-mer a finalement pu décoller de La Réunion ce 13 mars pour un voyage attendu de trois jours à Mayotte. Elle s'est sous la pluie (enfin!) immédiatement rendue à Chirongui, ville dynamique du Sud de l'île, qui souffre en particulier de dures restrictions d'eau. La population attend en effet avec impatience la levée des coupures.

En fait, depuis quelques semaines, Mayotte n'a sans doute jamais connu autant de visites ministérielles. Cela sent les élections à plein nez d'autant que les Mahorais depuis l'éviction de leur « chouchou », Nicolas Sarkozy, le père pour eux de la départementalisation, ne savent plus trop pour qui voter. Quelle aubaine ! Alors que les primaires s'étaient accompagnées de soutiens visibles (meetings villageois, tee-shirts à Nicolas), depuis sa défaite, le Parti "Les Républicain" ne fait plus rien. Idem pour le Parti Socialiste, au passé de laxisme inacceptable pour un Mahorais. Alors, que font ces Ministres en visite, si ce n'est conseiller aux élus de faire voter Macron. Changer de président pour que rien ne change semble être le slogan transmis dans tout l'Outre-mer avec "En Marche".

Comme toujours, avant la visite de Erika Bareigts, le Medef fait de la surenchère en réclamant à la Ministre un plan d'urgence pour les entreprises sinistrées par la crise de l'eau à Mayotte. Thierry Galarme, président du MEDEF qui s'était illustré par des propos anti FN, lors de la [dernière visite de Marine Le Pen](#) dans l'île, a salué l'engagement d'Ericka Bareigts pour la "Loi Egalité réelle" en faveur de Mayotte, en attirant l'attention sur le sort de nombreuses entreprises de l'hôtellerie et du Bâtiment alors qu'à l'inverse d'autres groupes spéculent sur la sécheresse. (loi du marché depuis les pressoirs de Thalès). Thierry Galarme oublie que 400 000 euros d'études pour une troisième retenue collinaire avaient été dégagées par l'État et que seulement un tiers a été consommé. De même, 14 millions d'euros ont été dédiés à l'adduction en eau potable par les fonds européens. Ils n'ont toujours pas été utilisés. Aucun projet n'a encore été engagé par les élus. Mais évidemment, le Medef local ne dénoncera jamais l'énorme part de responsabilité des élus locaux dans la gestion mahoraise de l'eau.



Cette crise de l'eau est le motif officiel de la visite d'Erika Bareigts qui a décidé d'annoncer sur place son plan d'urgence : [rotations de tankers](#) depuis la Réunion (mais pourront-ils accoster au Port ? Soit techniquement, soit en raison des conflits permanents chez ses administrateurs ?), lancement de forages, construction d'une usine de désalinisation et création d'une troisième retenue collinaire. Ce plan d'urgence prévoit des mesures à court, moyen et long terme. Il est plus que correct et témoigne réellement de la bonne volonté de l'Etat. Si on soigne particulièrement les Outre-mer ces temps-ci, c'est qu'on sait qu'en cas de coup dur par exemple aux Législatives qui s'avèrent déjà très difficiles pour constituer une majorité quel que soit le vainqueur des Présidentielles, l'Outre-mer peut faire toute la différence. Elle l'a déjà fait et c'était Wallis-et-Futuna qui avait permis à De Gaulle lors d'une élection d'obtenir la majorité, à une voix près, une seule.

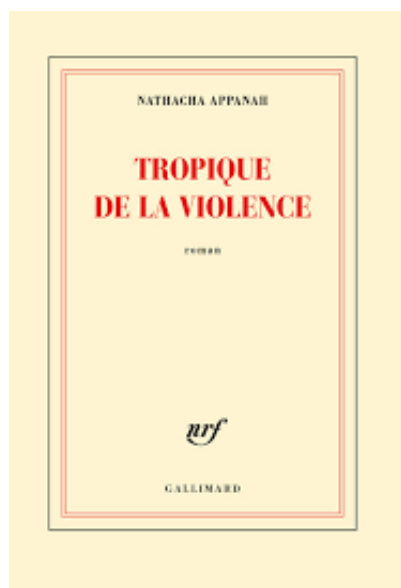
Parmi les autres visites ministérielles ou aux autres interventions sur Mayotte, signalons un discours de Bernard Cazeneuve, le Premier ministre, qui avait tenu à faire un bilan détaillé sur l'île de Mayotte lors de la Conférence sur la sécurité outre-mer. Bernard Cazeneuve insista sur les «efforts inédits et très significatifs» mis en place dans le cadre d'un plan pour lutter contre un «niveau de délinquance et de violence supérieur à celui de la France hexagonale» .

Outre-mer : une violence toujours endémique

En dehors de Mayotte, à Saint-Martin, en Guyane et en Guadeloupe, l'intensité des vols avec armes, et plus généralement des infractions violentes, est très forte rapportée à leur population.

Pour Cazeneuve, les efforts de lutte contre la délinquance et l'insécurité en Outre-mer ont été concentrés dans les territoires qui connaissent les difficultés les plus grandes, à commencer par Mayotte et la Guyane.

A Mayotte, pour lutter à la fois contre l'insécurité et l'immigration clandestine, 62 policiers et 52 gendarmes ont été affectés depuis la mise en place du plan en juin 2016, et une antenne du GIGN y a été créée. Pour la Guyane, où l'orpaillage illégal est en forte hausse, le Premier ministre a évoqué la création d'une zone de sécurité prioritaire (ZSP) à Saint-Laurent du Maroni et d'une antenne de l'OCRTIS (Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants), au second semestre de 2016. En Guadeloupe, à Saint-Martin et dans une moindre mesure en Martinique, la situation reste très difficile. Et puis, M. Cazeneuve avait affirmé suivre avec beaucoup de vigilance, la situation en Nouvelle-Calédonie qui vient de connaître aussi des événements graves ces dernières semaines. 53 policiers et gendarmes y auraient ainsi été affectés ou sont en cours d'affectation sur le territoire calédonien. Enfin, «les outre-mer ne sont hélas pas non plus épargnés par les phénomènes de radicalisation», a également souligné le Premier ministre. Mayotte en dénombrerait treize.



En ce qui concerne la Polynésie française, les récentes données statistiques (bilan 2016) ont mis en avant la forte progression de la délinquance et des violences intra-familiales. En fait, au Ministère de l'Intérieur, on joue aussi au chat et à la souris. Ainsi, en raison de problèmes sociaux en Guadeloupe et en Martinique, le gouvernement avait décidé, l'année dernière, de retirer un escadron de la Polynésie française soit 79 gendarmes mobiles. Par ailleurs, lors de la célébration de la Sainte-Geneviève en janvier 2017, le colonel Pierre Caudrelier, lui-même, avait indiqué à Papeete que «l'action de la gendarmerie avait atteint ses limites». Le colonel n'avait alors pas caché publiquement son pessimisme pour l'avenir de la Polynésie française.

Pour revenir à Mayotte, avant la Ministre des Outre-mer cette semaine, c'est Hélène Geoffroy qui avait visité l'île et ses quartiers les plus sinistrés (M'gombabi, Kawéni) dits « quartiers de la honte », aux habitats en tôle, les « plus grands bidonvilles de France », assez bien décrits par

Natacha Appanah dans [Tropique de la Violence](#) . Il aura fallu huit ans à coup de rallonge budgétaire et de négociations locales difficiles sur le foncier pour le rénover complètement. Rien n'est jamais facile sur l'île aux parfums. La Maison des jeunes par exemple n'est pas encore achevée et les rues toujours non goudronnées, les travaux ayant été suspendus en raison de la pénurie d'eau.

De fait, le bilan de l'Outre-mer de François Hollande est plutôt positif si l'on estime qu'il faut continuer la vieille économie de comptoir. La France comme puissance maritime ne doit-elle pourtant pas tout redéployer mais autrement ? Mais cela ce serait comme [un autre chantier de la présidentielle](#) que nous essaierons d'aborder prochainement.

Illustration : mayotte, lac Dziani